

ressources disponibles. Vu que les richesses naturelles se trouvent pour la plupart dans les pays non industrialisés, dès que les aspirations des pays du Tiers monde commenceront à se concrétiser, suite à l'amélioration de leur niveau de vie, les pays industrialisés vont alors ressentir, pour la première fois, de fortes pressions visant à une nouvelle répartition de ces biens. Il s'ensuit que la rapide augmentation de la consommation des richesses, et particulièrement le gaspillage, par les pays industrialisés vont être forcément freinés.

L'expansion matérielle est assujettie à des contraintes aussi bien politiques que naturelles. Les contraintes naturelles proviennent du fait que dans un espace limité la croissance ne peut se poursuivre indéfiniment. Même si les découvertes scientifiques permettent une utilisation plus efficace des ressources et entraînent la réévaluation de contraintes naturelles existantes, cela ne peut que retarder l'inévitable. Les pays devront donc choisir la façon dont ils souhaitent mettre un terme à leur croissance démographique, et par conséquent à leur croissance économique. Quant aux contraintes politiques, souvent transformées en réalités économiques, elles limitent la disponibilité des ressources à certains pays et à quelques groupes dans ces pays, et se traduisent par les inégalités de richesse existant entre différents pays comme au sein des nations. Les pressions visant à la réévaluation des contraintes politiques vont augmenter à l'intérieur des nations de même que sur le plan international. Les prétendues réalités économiques de l'heure pourront devenir les fantaisies ou les illusions du futur, à mesure que la redistribution de la richesse réelle en fonction de la consommation des ressources s'affirmera comme aspect central de la vie économique.

Croissance économique

La façon de concevoir le rapport entre la population et le développement économique a évolué depuis quelques années. La soudaine réduction des taux de mortalité dans les pays non industrialisés et la hausse conséquente des taux de croissance de la population ont coïncidé avec la mise en œuvre par les pays riches d'importants programmes d'aide au développement des pays pauvres. On a d'abord considéré l'aide au développement surtout dans l'optique de transferts de capitaux et de connaissances techniques à des fins d'industrialisation, et on a jugé que la croissance démographique des pays sous-développés absorbait le plein impact de ces transferts parce qu'on en mesurait les effets au PNB par habitant. Mais il y a eu dernièrement

une plus forte concentration de programmes d'aide au développement dans les secteurs sociaux et non industriels tels que l'éducation, la santé et l'agriculture. Le PNB par habitant n'est pas un indice convenable pour mesurer le progrès dans ces domaines où il faut accorder plus d'importance aux facteurs qualitatifs.

La première façon d'envisager l'aide au développement a fait croire que la canalisation de fonds dans des projets de contrôle des naissances diminuerait les effets négatifs de la croissance démographique sur le développement économique des pays pauvres, tandis que la seconde a eu pour effet de susciter une meilleure évaluation des programmes démographiques. La première approche n'a pas eu de succès, et le cas de l'Inde en fournit la preuve. Il est maintenant évident que les programmes démographiques doivent faire partie intégrante des programmes de développement économique et social, et être étroitement liés aux efforts consentis en vue d'améliorer notamment l'éducation, la santé et la condition de la femme. A mesure que changent les conditions sociales et économiques, les variables démographiques changent aussi. Les sociétés industrialisées qui disposent de programmes d'éducation et de santé publique, et qui ont une culture d'inspiration urbaine, accusent un fléchissement marqué des taux de natalité. C'est là une conséquence des conditions sociales, y compris évidemment la pratique très répandue du planning familial. Par contre, l'imposition de programmes de contrôle des naissances à une société dont les conditions de vie sont bien différentes (par le faible taux d'alphabétisation, les rares possibilités d'emploi pour les femmes et les normes de santé insuffisantes) n'a pas d'effet comparable sur les taux de natalité.

Choix de mesures à prendre

Quel rapport existe-t-il donc alors entre les divers facteurs qui influencent les variables de la population? Depuis 1950, trois solutions fondamentales au problème de la croissance démographique ont été proposées. On a d'abord opté pour la mise en œuvre, à titre prioritaire, de programmes de planning de grande envergure comme solution à l'excessive croissance résultant de la hausse constante des taux de fécondité. Puis, on a affirmé que l'industrialisation et une rapide expansion économique étaient de nature à freiner la croissance démographique, théorie fondée sur l'expérience historique des pays industrialisés. Enfin, on a soutenu qu'une réforme des institutions économiques et sociales réduirait le taux de croissance